

COMPLEMENTS APPORTES SUR LE PROJET AMENAGEMENT DE ZONES D'EXPANSION DE CRUES POUR LA PROTECTION DE ST JULIEN EN GENEVOIS / SAINT-JULIEN EN GENEVOIS (74)

N° DE DOSSIER 2018-ARA-DP-01193

Quel est le devenir des déblais et le volume nécessaire à la création de la digue ?

Le déblais de fond de bassin a un volume de l'ordre de 3 750 m³ réutilisés pour partie pour la réalisation de la digue (volume nécessaire 1 260 m³).

Le reste, soit 2 490 m³, sera évacué et mis en décharge ou, plus vraisemblablement, revalorisé par l'entreprise compte tenu de l'étude géotechnique préalable qui indique que les matériaux sont de bonne qualité.

L'emprise destinée à être ennoyée est-elle une zone humide au sens de la police de l'eau ?

Non. La parcelle est située à distance de toute zone humide recensée à l'inventaire départemental. Elle est à ce jour exploitée.

Les inventaires faune/flore n'ont pas fait apparaître de végétation caractéristique des zones humides sur le site.

L'ouvrage destiné à remonter le niveau de l'Arande, constitue-t-il un obstacle à la continuité écologique au sens de l'article R.214-109 du code de l'environnement et est-il concerné par la rubrique 3110 de la nomenclature loi sur l'eau ?

Cet ouvrage ne constitue pas un obstacle à la continuité écologique et n'est pas concerné par la rubrique 3110 de la nomenclature loi sur l'eau.

Pour le débit moyen annuel, la différence de niveau d'eau entre l'amont et l'aval du venturi sera de 3 cm. En événements extrêmes, cette différence de niveau sera portée à 1 cm à l'étiage et au maximum à 32 cm pour la Q100.

Il y a une contradiction entre le cerfa partie 3 indiquant que l'on est sous les seuils de la rubrique 10 et la page 2 de la note 11 indiquant que l'on est à 120 m au titre de la rubrique 3120 loi sur l'eau

Le projet prévoit la modification du profil en travers d'environ 130 m de berge, sur lesquels seuls 50 m seront artificialisés.

Le reste de la longueur déclarée est liée à un abaissement de berge mais sans artificialisation (berge enherbée).

Il faut donc considérer que le projet ne rentre pas dans le cadre de la rubrique 10 qui concerne les "Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu"

Le dossier nécessite-t-il oui ou non une dérogation à la législation sur les espèces protégées ?

L'analyse du site conduit à la conclusion d'enjeux d'espèces relativement limités.

Aussi, il est raisonnable de considérer que le dossier ne nécessitera pas de dérogation à la législation sur les espèces protégées.

Des mesures d'évitement et de réduction seront mises en œuvre et décrites dans le cadre de l'évaluation environnementale, pour les espèces présentes (cf. Annexe 7).